

Opération de Déstockage au Niger

leçons
appries en
2010



AREN

TIMIDRIA

A woman with her hair braided and wearing a headband is cooking in a large black pot over an open fire. She is wearing a vibrant, patterned dress with yellow, green, and purple designs. The background shows a dry, open landscape with sparse trees and a white animal, possibly a cow, in the distance.

Comité de rédaction : Hélène GOBIN, VSF-B
Gilles VIAS, VSF-B
Stéphane PIL, VSF-B
Mohamed Aly Ag HAMANA, OXFAM
Franziska Voegtli, CICR

Comité de relecture : Etienne Du VACHAT, OXFAM
Bagoudou Maidadji, ECU FAO Niger
Nkouannessi Magloire, OXFAM
Gilbert Masumbuko, OXFAM
Abdourahamane MAHAMAN, VSF-B

Conception graphique et mise en oeuvre : Hamissou DAOUDA
Tel : (00227) 96 89 39 61
E-mail : daoudahamissou@yahoo.fr

Leçons apprises sur les opérations de déstockage, en 2010

Edition : février 2011



CICR

Karkara

CESAO

AREN

TIMIDRIA



Remerciements

Les partenaires techniques remercient tous les bailleurs de fonds qui ont financé les activités de déstockage au cours de cette crise pastorale 2010, sans lesquels cet atelier n'aurait pas eu lieu. Il s'agit de CERF, FAO, UE et OXFAM



Préambule



Faut-il inclure le déstockage dans les activités d'urgence ? Comment cibler les bénéficiaires ? Que faire de la viande ? Ces séries de questions que se posaient les partenaires techniques et financiers en pleine crise pastorale étaient le reflet d'un dilemme entre la nécessité d'organiser des opérations d'abattage d'urgence pour éviter aux éleveurs des pertes sèches et la crainte de se lancer dans une activité pour laquelle les partenaires n'avaient pas suffisamment d'expérience.

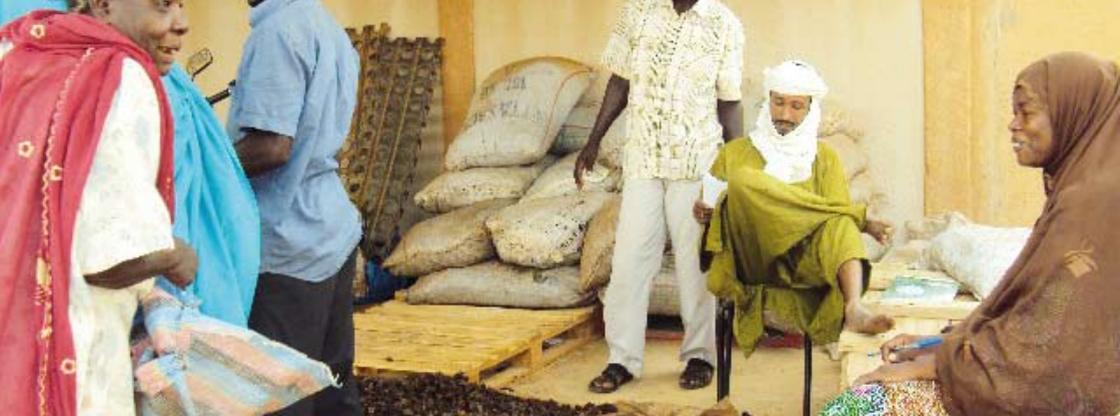
Finalement, le choix a été fait d'intégrer le déstockage aux activités d'urgence. Quelques partenaires techniques se sont donc lancés dans cette opération-test dans une dizaine de localités au Niger. Il s'agissait pour eux comme pour les partenaires financiers d'une recherche-action, qui devait permettre de capitaliser tous les aspects de cette activité et d'en tirer les principaux enseignements pour le futur.

Par ailleurs, Oxfam avait déjà capitalisé son expérience sur le déstockage en 2005 et a partagé celle-ci avec les intervenants de 2010.

Lorsque l'opération fut terminée, les partenaires techniques et financiers ont jugé important de se réunir pour initier un processus de réflexion sur le « déstockage comme moyen d'aide d'urgence et d'entrepreneuriat rural en élevage ». A cette fin, un atelier technique d'échanges et de capitalisation a été organisé, le 3 novembre 2010, par le CICR, Oxfam et VSF-Belgique, avec la participation de :

- DREIA / Agadez
- FAO
- OCHA
- CESAO
- Care
- SNV
- Karkara
- AREN
- FNEN Daddo Zinder
- Timidria
- Afrique verte
- ACH

Fruit de cet atelier, le présent document vise à fournir un éclairage sur les contours du déstockage comme activité d'aide d'urgence à l'élevage. Il est destiné aux acteurs de terrain et aux partenaires financiers et pourra servir à l'élaboration ultérieure d'une stratégie propre au déstockage.



Liste des sigles et abréviations

ACH	Accion contre el hambre
AREN	Association pour la Redynamisation de l'Elevage au Niger
CARE	Cooperative for Assistance and Relief Everywhere
CERF	Fonds central d'intervention d'urgence
CESAO	Centre d'études Economique et Sociales de l'Afrique de l'Ouest
CICR	Comité International de la Croix Rouge
COSAL	Contribution à la Sécurité alimentaire des éleveurs et des agro-éleveurs
DDP/PF/PE	Direction départementale de la population de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant
DREIA / Agadez	Direction Régionale de l'Elevage et des Industries Animales
FAO	Food and Agriculture Organisation
FNEN Daddo	Fédération Nationale des Eleveurs du Niger
LEGS	Livestock Emergency Guidelines and Standards
MSF	Médecins sans frontières
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
PMI	Protection Maternelle et Infantile
SAPGC	Système d'Alerte Précoce et Gestion des Catastrophes
SAREL	Sécurité Alimentaire Renforcée par l'Elevage
SNV	Organisation néerlandaise de développement
UE	Union européenne
VSF/B	Vétérinaires Sans Frontière Belgique



Sommaire

Introduction	1-2
Rappels sur le destockage	3-4
Stratégie de mise en oeuvre	5-9
Méthodologie d'intervention	10-11
Efficience des différentes opérations	12-17
Leçons apprises collectivement	18-21
Conclusion et perspectives d'approfondissement	22
Annexe : récapitulatif des données sur le destockage	23



Photo - CICR troupeaux en phase d'élevage

Introduction

A. Contexte d'intervention

1. Contexte global

Avec 32 millions de têtes toutes espèces confondues, le Niger est sans conteste un pays d'élevage. Cette activité, outre sa forte contribution à l'économie nationale, participe significativement aux stratégies de lutte contre la pauvreté au sein des ménages.

Toutefois, les sécheresses récurrentes qui sévissent au Niger constituent un risque majeur pour le bétail. Les années de sécheresse se traduisent par des déficits fourragers dont les conséquences sur le cheptel sont les mortalités, les chutes de poids et de production, les avortements etc. Ainsi, suite à deux années successives de mauvaises campagnes pastorales, une situation difficile s'annonçait pour les éleveurs en 2010. En effet, le pays a enregistré un déficit fourrager considérable. Les résultats obtenus à l'évaluation finale de la campagne 2009 se chiffraient à 8 127 672 tonnes de matières sèches,

pour des besoins globaux du cheptel estimés à 24 269 681 tonnes de matières sèches, soit un déficit équivalent aux besoins de deux tiers du cheptel national.

La situation pastorale s'est donc très vite dégradée dès le mois d'avril entraînant des pics de mortalité le mois suivant. Pour anticiper les pertes sèches, les éleveurs ont bradé les animaux faibles et mourants. Face à cette situation, des partenaires techniques et financiers ont initié des opérations de déstockage, consistant à abattre les animaux épuisés par la crise en contrepartie d'une valeur monétaire versée à leurs propriétaires. Ainsi, plusieurs milliers de têtes ont été vendues à des prix plus acceptables pour les éleveurs bénéficiaires. De plus, la viande de ces animaux a été distribuée aux ménages vulnérables affectés par la crise alimentaire.

2. Contextes spécifiques

Néanmoins, toutes les interventions ont été conduites dans des contextes spécifiques. Elles ont notamment eu lieu à des phases différentes de la crise. Le CICR est intervenu à partir du 26 avril, alors que les dernières poches de pâturage venaient de disparaître sous l'effet de la concentration des troupeaux. Oxfam, VSF et CESAO ont démarré les opérations de destockage en juin alors que la si-

tuation était déjà critique : les éleveurs avaient enregistré de nombreuses pertes et les animaux restants se trouvaient dans un état d'extrême affaiblissement.

Enfin, avec le retour progressif des pluies dans le sud du Niger, VSF et OXFAM ont délocalisé leurs opérations dans les zones où les éleveurs étaient encore dans une situation désespérée.

En effet, les effets de la crise persistaient encore au mois d'août. Par ailleurs, les organisations sont intervenues dans des zones différentes. En raison de son mandat, le CICR a ciblé la région de l'Aïr, en situation post-conflictuelle et marquée par le retour des déplacés épuisés par le conflit dans leurs villages d'attache. Dans cette région, le cheptel se compose essentiellement de petits ruminants, surtout de chèvres très adaptées aux conditions d'aridité de la zone. Fin avril, leur prix avait chuté à 1000 FCFA sur les sites de concentration, alors que le prix du sac de mil avait atteint 23000 FCFA.

Dans les départements de Dakoro et d'Abalak, où ont opéré VSF et Oxfam, le cheptel est principalement constitué de petits ruminants (ovins et caprins) et de bovins, espèce considérée comme la plus vulnérable en cas de crise four-

ragère. Dès le mois d'avril, les éleveurs s'étaient regroupés autour de la réserve de Gadabeji et des centres de multiplication du bétail de Fako et Ibacetene.

Cependant, ces dernières poches de pâturage ont été rapidement épuisées en raison de la forte pression ainsi exercée par le cheptel. Beaucoup d'éleveurs ont alors été pris au piège. Le prix de vente des bovins dans les zones de concentration atteignait difficilement 5000 FCFA.

Enfin, le CESAO et Oxfam qui ont intervenu dans les départements de Ouallam, de Filingué, de Téra, de Tessaoua, de Tchinaraden, en plus des départements de Dakoro et d'Abalak, ont également rencontré des animaux extrêmement affaiblis, dans des conditions relativement semblables.

B. Justification et déroulement de l'atelier

Au-delà des contextes spécifiques locaux, toutes les interventions ont été conduites dans des approches et avec des résultats différents. C'est pourquoi, un atelier technique d'échanges et de capitalisation a été organisé le 3 novembre 2010, afin d'initier une réflexion sur le déstockage comme moyen d'aide d'urgence et d'entrepreneuriat rural en élevage et de dégager des pistes plus consensuelles pour l'avenir.

Quinze structures ont participé à cette journée de réflexion : la DREIA d'Agadez, la FAO, OCHA, le CESAO, Care, SNV, Karkara (partenaire local de mise en œuvre de VSF et Oxfam) ; AREN, et Tmidria (partenaires de mise en œuvre de Oxfam), FNEN Daddo Zinder, Afrique verte, ACH,

Oxfam, VSF et le CICR.

Pendant la matinée, les organisations internationales ont tout d'abord présenté leurs opérations de déstockage, reflétant les différents types de déstockage existants (Partie II). Leurs stratégies de mise en œuvre (Partie III) et leurs méthodologies (Partie IV) ont différé en de nombreux points, donnant lieu à des résultats plus ou moins efficaces (Partie V). Chaque présentation a donc été suivie de questions et de débats, dont se sont dégagés plusieurs thèmes de réflexion. Oxfam a organisé aussi un atelier de capitalisation avec ses partenaires de la région de Tillabéry dont les résultats sont pris en compte dans le présent document.



Photo : CICR abattage des animaux à déstockés

Rappels sur le destockage

Le déstockage est un moyen d'aide d'urgence à l'élevage au Sahel (illustré par l'expérience du Niger en 2005 et 2010). Sa définition et ses différentes déclinaisons sont énoncées en substance dans le LEGS (Normes et directives pour l'aide d'urgence à l'élevage) de la façon suivante.

A. Définition

Le déstockage consiste à faciliter la vente d'animaux affaiblis en cas de crise pour permettre à leurs propriétaires d'assurer la sécurisation alimentaire de leurs ménages et la protection du noyau résiduel de leur cheptel. Il permet par ailleurs de réduire la

pression sur les ressources naturelles. Il constitue donc une réponse adaptée à des situations de crise à développement lent, comme la sécheresse. Cependant, il existe différents types de déstockage.

B. Typologie du déstockage

1. En période de crise

En période de crise, le stade de l'urgence détermine le type de déstockage le plus approprié. Lorsque le rapport entre le prix des céréales et celui des animaux augmente, le déstockage commercial peut constituer une réponse adéquate. Il consiste à apporter un soutien aux négociants et aux exportateurs pour qu'ils puissent acheter les animaux avant que leur état ne se dégrade.

Cependant, lorsque l'état des animaux est tel qu'ils n'ont plus qu'une valeur marchande insuffisante pour garantir la sécurité alimentaire des éleveurs

et de leurs ménages, alors le déstockage par abattage est plus adapté. Il suppose l'achat et l'abattage d'animaux affaiblis par la sécheresse, en vue d'entreprendre une distribution de viande fraîche ou séchée aux communautés sinistrées.

Enfin, lorsque les animaux sont en train de mourir et n'ont plus aucune valeur marchande, le déstockage à des fins de destruction peut constituer un dernier recours. Cependant, contrairement au déstockage commercial, il n'a aucun potentiel à long terme.

2. En période normale

En période normale le déstockage peut également être envisagé, afin de développer l'entreprenariat rural en élevage et de constituer des stocks en prévention de potentielles crises futures.

Etant donné l'état d'extrême affaiblissement des animaux du fait de la crise fourragère, en 2010, les organisations ont opté pour un déstockage par abattage, qui a débouché parfois sur la destruction des

carcasses jugées impropres à la consommation. Cependant, tandis que le CICR, VSF et Oxfam ont recouru à des techniques d'abattage et de transformation traditionnelles, le CESAO a expérimenté la technique du biltong (type de viande séchée issu de la cuisine Sud-Africaine mis au point par les Africains), qu'il envisage de promouvoir au Niger en tant que technique de déstockage stratégique.



Photo : VSF-B animaux affaiblis destinés au déstockage

... de l'animal sur pied à la viande boucanée



Photo : VSF-B viandes boucanées



Stratégie de mise en oeuvre

Chaque acteur a organisé son opération selon un déroulement, des moyens et des outils qui lui sont propres.

A. Déroulement de l'intervention

Etape 1 : Choix des sites.

Les sites ont été choisis dans des zones à forte concentration d'animaux, afin de faire bénéficier l'opération à un maximum d'éleveurs. La disponibilité en eau a également constitué un facteur déterminant, dans la mesure où l'eau est nécessaire pour garantir l'hygiène du processus d'abattage.

Etape 2 : Sensibilisation.

Afin d'informer les éleveurs sur l'objectif et les modalités de mise en œuvre du déstockage, des missions de sensibilisation ont été menées, avec l'appui des autorités administratives et coutumières. Cette étape a été essentielle, car les éleveurs sont généralement attachés à leurs animaux et donc réticents à déstocker.

Etape 3 : Identification, achat.

Après réflexion, les éleveurs intéressés par le déstockage ont été recensés et les animaux à déstocker ont été identifiés et achetés.

Etape 4 : Abattage.

Les animaux trop affaiblis ont été abattus et détruits sur leur lieu d'achat. Cependant, lorsque leur état le permettait, les animaux ont été transportés sur site pour être abattus sous le contrôle d'agents techniques de l'élevage. Dans tous les cas, l'abattage a été effectué dans le respect des normes culturelles locales.

Etape 5 : Transformation, distribution, destruction.

Des saisies ante et post-mortem ont été effectuées. La viande jugée comestible a été distribuée fraîche ou transformée selon les moyens disponibles. La viande jugée impropre à la consommation a été enfouie et incinérée par mesure d'hygiène.

Cependant, des différences ont été constatées concernant :

- ⦿ La cadence de l'opération. Bien que le démarrage de l'opération ait systématiquement été précédé d'une mission de sensibilisation, le délai de réflexion laissé aux éleveurs a varié de deux jours à quelques heures. VSF a notamment concentré les 5 étapes de l'opération sur 24h. De plus, tandis que la capacité d'abattage de Oxfam et de VSF était limitée à 50 animaux par jour en moyenne, le CICR a pu abattre jusqu'à 1000 animaux par jour.
- ⦿ Le mode de paiement. En fonction du contexte sécuritaire, des modes de paiement différents ont été adoptés selon les zones d'intervention. Dans la région de l'Air encore instable en raison de sa situation post-confliktuelle, le CICR a opté pour un paiement différé des éleveurs, afin de ne pas circuler avec des sommes d'argent trop importantes. Un délégué a donc été désigné par la communauté pour venir collecter l'argent de la vente de 50 éleveurs, dans

les bureaux du CICR à Agadez. Dans les départements de Dakoro et d'Abalak et dans la région de Diffa, VSF et Oxfam ont travaillé en partenariat avec ASUSU, structure de micro finance désignée par la FAO pour effectuer le paiement des animaux aux éleveurs.

Enfin, sur certains sites, Oxfam a expérimenté le paiement des bénéficiaires par l'intermédiaire de commerçants, sélectionnés sur appel d'offre.

- ⊙ La technique de transformation de la viande. La viande a parfois été transformée par les bénéficiaires des distributions eux-mêmes. Ainsi dans l'Aïr, les éleveurs bénéficiaires ont fait sécher la viande selon leur technique traditionnelle. De même, dans les départements de Dakoro et d'Abalak, VSF a parfois distribué de l'huile, afin que les ménages fassent frire eux-mêmes la viande fraîche.

Dans le cadre des opérations de VSF et Oxfam, la viande transformée a été frite, bouillie et/ou séchée selon les moyens disponibles. Le CESAO a quant à lui expérimenté la technique du biltong, originaire d'Afrique du sud et approuvée officiellement par le Ministère de la santé publique au Niger.

Cette technique consiste à tremper durant quelques secondes les morceaux de viande à sécher dans une solution composée d'eau, d'acide citrique, de sel et d'une très petite quantité de sucre. Ces morceaux de viande sont fixés sur des brochettes qui sont elles-mêmes suspendues dans un séchoir conçu et breveté par le CESAO. Ce séchoir fonctionne uniquement sur la ventilation naturelle en disposant les viande sous forme de surface plane verticale allant d'une hauteur d'un mètre (pour éviter la poussière) jusqu'à 6 mètres de haut. Cette technique n'est appropriée qu'aux muscles de l'animal ; les têtes, pattes, viscères et autres ont été bouillis et mis dans des puits thermiques durant des périodes de plus de 12 heures. Cette pratique a permis d'obtenir un autre type de produit équivalent au corned beef. Ce dernier présente l'avantage d'exploiter toutes les parties comestibles de l'animal mais présente l'inconvénient de devoir être consommé dans les 24 heures...

Sur certains sites, les peaux et les os des animaux déstockés ont également été valorisés par Oxfam, VSF et CESAO. Les peaux ont parfois été vendues par des comités communaux pour financer les activités génératrices de revenus et les os ont été transformés en poudre être utilisés dans l'alimentation de la volaille.



Photo : CESAO mobile de séchoir

B. Moyens humains et matériels mobilisés

Selon leur budget et les conditions spécifiques du terrain de leur zone d'intervention, les organisations ont mobilisé des moyens variables. Elles ont eu recours sensiblement aux mêmes moyens matériels, dans la mesure où ils étaient nécessaires au transport, à l'abattage et à la transformation de la viande. Seul le CESAO a mobilisé

des moyens différents, requis par la technique du biltong. Il s'est notamment équipé de tables, afin de travailler en hauteur et ainsi de garantir une meilleure hygiène. Par ailleurs, des foyers améliorés et des puits thermiques ont été construits pour permettre la transformation de la viande.

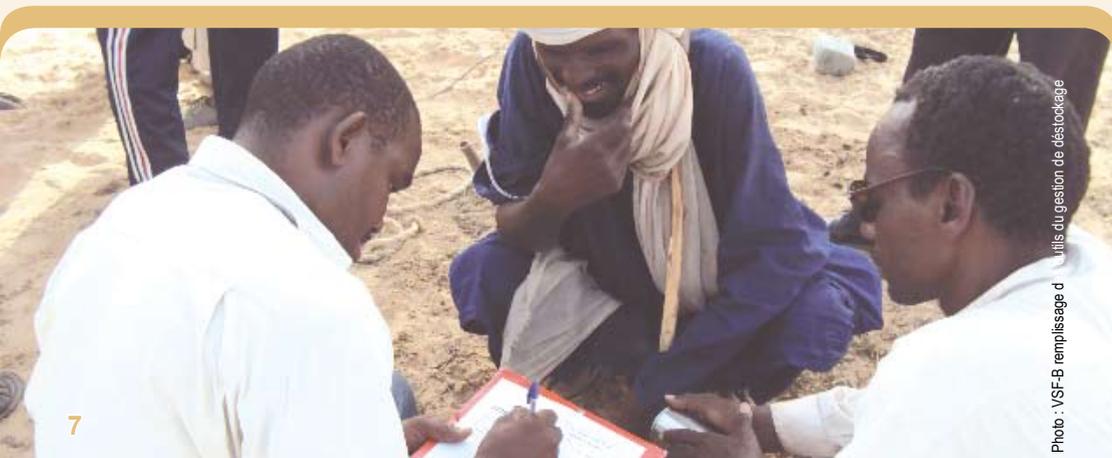
En revanche, les organisations ont eu recours à des moyens humains relativement différents. Le CICR a déployé une équipe par site d'abattage, composée d'un chauffeur-guide, un technicien de santé animale, des bouchers et un logisticien. VSF a composé quatre équipes : une équipe de coordination, deux équipes mobiles, l'une chargée de la sensibilisation des éleveurs et de l'identification des animaux et l'autre du paiement

et du transport des animaux, et une équipe fixe chargée de l'abattage et de la transformation de la viande. Par ailleurs, sur les sites d'abattage et de transformation, VSF a eu recours à une main d'œuvre locale, dans le cadre d'activités de cash for work. Enfin Oxfam a mobilisé sensiblement les mêmes moyens humains que VSF. Il en est de même pour l'identification des bénéficiaires de la viande.

C. Outils de gestion et de suivi

Comme l'indique le tableau ci-dessous, les outils de gestion et de suivi dont se sont dotées les organisations sont très hétérogènes et de leur avis même insuffisants pour mesurer le réel impact de leurs interventions.

CICR	Oxfam	VSF/Belgique	CESAO
Liste des bénéficiaires du déstockage	<ul style="list-style-type: none"> ● Liste des éleveurs avec leurs troupeaux ; ● Fiche de recensement des bénéficiaires du déstockage ● Fiche d'abattage ● Fiche de distribution ● Bons de paiement ; ● Registre de stock de viande ; ● PV abattage des animaux ; ● Certificat de destruction ; ● Base des données bouchers, femmes et commerçants 	<ul style="list-style-type: none"> ● Fiche de recensement des bénéficiaires du déstockage ● Boucles d'oreille numérotées ● Bons de déstockage ● Etats de paiement ● Fiche de distribution ● Fiche de destruction (Région de Diffa uniquement) ● Poids carcasses ● Per diem des activités cash for work 	<ul style="list-style-type: none"> ● Liste d'identification des bénéficiaires de viandes séchées ou bouillies ● Communiqués radio ● Tickets de rationnement ● Récapitulatif des animaux à déstocker ● Suivi des poids et mesures animaux déstocké ● Fiche de stocks viande séchées et viandes bouillies ● Fiche de paye présence et de rémunération manœuvres.



Par conséquent, il manque des informations essentielles à la capitalisation de ces expériences, notamment concernant :

- ⦿ Le nombre de mâles et de femelles reproductrices déstockées
- ⦿ Le nombre de jeunes animaux déstockés
- ⦿ Le poids des carcasses
- ⦿ Les causes de destruction des carcasses
- ⦿ La quantité de viande distribuée
- ⦿ La proportion de ménages dirigés par des femmes bénéficiaires des distributions
- ⦿ L'argent versé aux bénéficiaires des activités de cash for work

- ⦿ La quantité de bois utilisée pour la transformation de la viande et l'incinération des carcasses.

Les organisations se sont toutes entendues pour dire que les outils devraient être complétés et harmonisés.

L'hétérogénéité des stratégies de mise en œuvre des différents acteurs reflète la diversité des approches méthodologies suivies.





Photo : VSF-B découpe de la carcasse par un boucher



Photo : OXFAM vérification des fiches des bénéficiaires

Méthodologie d'intervention

Si la méthodologie de ciblage des sites d'intervention a globalement fait consensus, le ciblage des bénéficiaires et la fixation des prix ont été longuement débattus.

B. Ciblage des bénéficiaires

1. Bénéficiaires du déstockage

Selon les catégories de bénéficiaires, le ciblage a été plus ou moins fin. Concernant le déstockage, Oxfam a ciblé les pasteurs pauvres détenant moins de 10 UBT soit l'équivalent de 11 bovins et 8 petits ruminants et principalement les femmes,

les vieux, les aveugles et handicapés, tandis que VSF et le CICR ont fait bénéficier l'opération à tous les éleveurs qui le souhaitaient. VSF a cependant limité à 3 le nombre d'animaux déstockés par éleveur.

2. Bénéficiaires des distributions de viande

Les bénéficiaires des distributions de viande ont généralement fait l'objet d'un ciblage plus précis. Oxfam a distribué la viande aux ménages les plus vulnérables. Le CICR a redistribué la viande à des ménages d'éleveurs, considérant que leur sécurité alimentaire était menacée. VSF a adopté une approche davantage centrée sur le genre. Ainsi sur l'ensemble des sites, les femmes chefs de ménage, généralement considérées comme particulièrement vulnérables, ont constitué les cibles privilégiées des distributions de viande. De plus, grâce à la collaboration avec les autorités locales, des personnes handicapées et des prisons ont également reçu de la viande. Le CESAO a limité les achats d'animaux à un à deux animaux par famille afin que l'opportunité de vendre puisse être offerte au plus grand nombre. Les bénéficiaires des viandes séchées du CESAO étaient situés dans les villages et hameaux difficiles d'accès alors que les bénéficiaires de tickets

donnant accès à la viande bouillies étaient sélectionnés aux alentours des sites d'abattage. Oxfam, dans une approche similaire à celle de VSF, a également ciblé les femmes enceintes et allaitantes, les personnes âgées, des CRENI (Centre de récupération nutritionnelle intensif) et des maternités. Ce ciblage a été effectué de manière participative avec l'ensemble des acteurs locaux.

Une majorité de femmes a été intégrée au sein des comités de distribution, en raison de leur rôle primordial dans la gestion de l'alimentation des ménages en général. Enfin, une attention particulière a été portée par Oxfam sur les préférences alimentaires des différentes communautés (viande fraîche ou viande séchée), afin de distribuer un produit adapté à leurs habitudes de consommation.

3. Bénéficiaires des activités de cash for work

Enfin, dans le cadre de ses activités de cash for work proposées dans les départements de Dakoro et d'Abalak, VSF et Oxfam ont tenu à impliquer un grand nombre de femmes dans la transformation de la viande. En effet, dans des communautés

où l'argent est généralement contrôlé par les hommes, alors que la gestion des aliments est l'apanage des femmes, l'argent ainsi versé aux femmes visait à favoriser une meilleure sécurité alimentaire de leur ménage.

C. Fixation des prix d'achat des animaux

Les organisations ont également obéi à des logiques différentes dans la fixation de leurs prix d'achat. Tout d'abord, tandis que Karkara, partenaire local de mise en œuvre de VSF dans la région de Diffa, et le CICR ont adopté un prix unique d'achat des animaux, VSF et Oxfam ont opté pour une catégorisation des prix en fonction de l'âge et de l'état des animaux. La catégorisation des prix avait pour but d'inciter les éleveurs à préserver leurs jeunes animaux, de façon à garantir l'avenir de leur cheptel. En effet, en présence d'un prix unique d'achat, les éleveurs de certaines communautés auraient préféré déstocker leurs jeunes animaux plutôt que de vendre les animaux adultes au même prix que des jeunes. La politique de prix unique visait quant à elle à traiter tous les éleveurs de la même façon, considérant qu'étant donné l'état d'affaiblissement général des animaux, ils se trouvaient tous dans une égale détresse.

Par ailleurs, les organisations ont également adopté des approches différentes dans la détermination du niveau des prix. Le prix d'achat des

ovins et des caprins fixé par le CICR correspond à la moyenne des prix d'achat de ces animaux en période normale. De la sorte, le CICR entendait aider les éleveurs à regagner une situation proche de son niveau normal. En revanche, AREN, partenaire local de mise en œuvre de Oxfam, a fixé le niveau de ses prix d'achat en fonction du niveau du prix des céréales sur le marché, de façon à ce que les éleveurs puissent assurer la sécurisation alimentaire de leur ménage. Cette politique de prix a été établie en concertation avec les éleveurs. Enfin, dans la mesure où elle intervenait dans la même zone, VSF a adopté la même tarification que AREN.

Dans tous les cas, la fixation du prix d'achat des animaux ait résulté d'un raisonnement nourri par la volonté d'aider au mieux les éleveurs. Oxfam et ses partenaires payaient au prix supérieur à celui du marché. Ce thème a également été retenu comme sujet de réflexion par les différents acteurs.



Photo : OXFAM, paiement des bénéficiaires

Efficience des différentes opérations

Les diverses stratégies de mise en œuvre et méthodologies d'intervention adoptées ont abouti à des résultats plus ou moins efficaces, révélant leurs forces et leurs faiblesses.

A. Résultats atteints

Comme l'indique le tableau ci-dessous, les différentes opérations ont globalement été satisfaisantes eu égard aux résultats attendus.

	CICR	Oxfam	VSF	CESAO
Résultat attendu	14000 têtes déstockées	2918 têtes déstockées	2000 têtes déstockées	1700 têtes déstockées
Nb* de têtes déstockées	19460	2683 bov* 9558 petits rts*	1813	1.287
Nb* d'éleveurs bénéficiaires	9000	4442	1256	920
Nb* de ménages bénéficiaires des DG* de viande	ND*	11828	6636	2075

ND : Non disponible, DG : Distributions gratuites ; Nb : nombre ; bov : bovin ; rts : ruminants

L'annexe présente dans le détail les résultats chiffrés de chacune des organisations, relatifs au déstockage et à la distribution de la viande. Au-delà des performances individuelles, ces chiffres ont mis en lumière quelques tendances marquantes et ont soulevé des interrogations importantes.

Un premier constat positif réside dans le fait que, suite à l'intervention dans la région de l'Air, les prix des animaux ont recommencé à augmenter, ce qui démontre le réel impact que peuvent avoir les opérations de déstockage sur la régulation du marché. Cependant, un autre constat moins réjouissant est que, en raison du démarrage tardif des opérations,

des taux de destruction élevés ont été enregistrés dans cette même région ainsi qu'à Diffa, respectivement 49 et 75%. L'impact du déstockage sur la couverture protéique des populations vulnérables y a donc été limité. De plus, les éleveurs ont perdu une part importante de leur cheptel, dont la recapitalisation risque d'être longue et coûteuse. Néanmoins, les éleveurs bénéficiaires ont largement apprécié ces interventions, salvatrices pour la sécurisation alimentaire de leurs ménages. Enfin, dans les départements de Dakoro, d'Abalak, Ouallam et Filingué, on a remarqué que les distributions de viande ont touché un nombre important de bénéficiaires et en particulier de femmes.

Conformément au LEGS, l'aspect genre a donc bien été pris en compte par VSF et Oxfam. Cependant, dans certains endroits l'essentiel de la viande a dû être distribuée fraîche, faute d'une main d'oeuvre suffisante et formée pour absorber les volumes à transformer ou parce que les gens la préfèrent la consommer fraîche. Par conséquent, les possibilités de stockage et de conservation de la viande ont été réduites.

De ce dernier constat découle une première interrogation, à savoir comment les organisations peuvent améliorer la productivité de la transformation pour traiter de tels volumes. Sur ce point, la technique du biltong, expérimentée par le CESAO, présente l'intérêt de permettre de faire sécher en peu de temps des volumes de viande importants, qui pourront ensuite être conservés pendant près de 3 ans. De plus, préalablement au déstockage, les femmes rémunérées par Oxfam en contrepartie de la transformation de la viande ont été formées aux méthodes de conditionnement de la viande et aux principes d'hygiène par les services techniques de l'Etat.

Par ailleurs, malgré un démarrage tardif, les différentes opérations ont permis de toucher un nombre important d'éleveurs et de déstocker de nombreux animaux affaiblis. Cependant, toutes les organisations ont déploré de n'avoir pas pu venir en aide à tous les éleveurs, alors même que le Niger a connu par le passé des crises d'une ampleur bien plus importante. Ainsi, la question se pose de la capacité de réaction des organisations dans le cas d'une crise telle que celle de

1983-1984, où des millions de têtes seraient à déstocker.

Enfin, au jour de l'atelier, aucune évaluation n'a été réalisée pour mesurer l'impact de ces opérations. Certes les éleveurs et les autorités locales ont exprimé leur satisfaction aux équipes opérationnelles, mais rien ne permet de dire quel a été l'impact réel du déstockage sur la sécurisation alimentaire des ménages et sur la préservation du noyau dur des cheptels. Les organisations ignorent en grande partie quelle utilisation a été faite de l'argent de la vente des animaux et des activités de cash for work. De plus, les outils de suivi utilisés n'informent pas sur le nombre de mâles et de femelles reproductrices abattues.

En outre, la transformation de la viande et l'incinération des carcasses ont nécessité l'utilisation de bois. L'impact du déstockage sur l'environnement risque donc d'être mitigé. En effet, si la pression sur les pâturages a diminué, il y a fort à craindre que l'utilisation du bois n'ait contribué à la déforestation des zones concernées. De ce point de vue, la technique de cuisson expérimentée par le CESAO présente un avantage comparatif incontestable. Les foyers améliorés et les puits thermiques permettent de réaliser des économies substantielles de bois.

Toutes ces interrogations ont conduit les organisations à analyser les forces et les faiblesses de leurs stratégies. Elles ont ainsi pu identifier ce qui fut à l'origine de leurs principales difficultés et ce qui a néanmoins permis à leurs opérations de venir en aide à de nombreux éleveurs.



B. Difficultés rencontrées

Les difficultés rencontrées ont été essentiellement de nature organisationnelle.

1. Mode de paiement

Les différents modes de paiement adoptés ont rapidement montré leurs limites. Tout d'abord, le choix du CICR de recourir à un délégué chargé de collecter l'argent des ventes pour 50 familles d'éleveurs a posé des problèmes de redistribution. En effet, de retour d'Agadez, certains délégués se sont arrêtés à Arit et ont contraint les éleveurs à se déplacer pour récupérer leur dû. De plus, ce mode de fonctionnement menaçait la sécurité des délégués. En effet, bien qu'aucun incident de cette nature n'ait été déploré, en situation de post-conflit, transporter d'importantes sommes d'argent expose à des risques sérieux d'agression.

VSF et Oxfam ont quant à elles rencontré des problèmes avec ASUSU (Responsable du paiement des animaux désigné par la FAO), qui s'est

fréquemment retrouvée en rupture de fonds sur le terrain. Plusieurs fois, les éleveurs ayant vendu leurs animaux ont donc dû se regrouper sur les sites d'abattage et attendre 24 à 48h pour se faire payer. Le cours des opérations s'en est trouvé considérablement ralenti. Le problème s'est également posé dans la région de Diffa, mais il a été résolu plus rapidement.

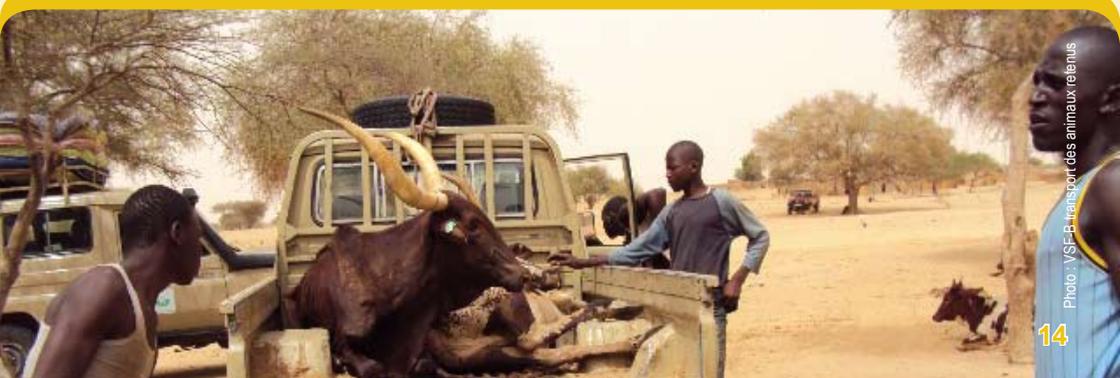
Enfin, dans la région de Diffa, où la monnaie la plus couramment utilisée est le naira, de nombreux éleveurs ne connaissaient pas le franc CFA et ont refusé de déstocker leurs animaux pour cette raison.

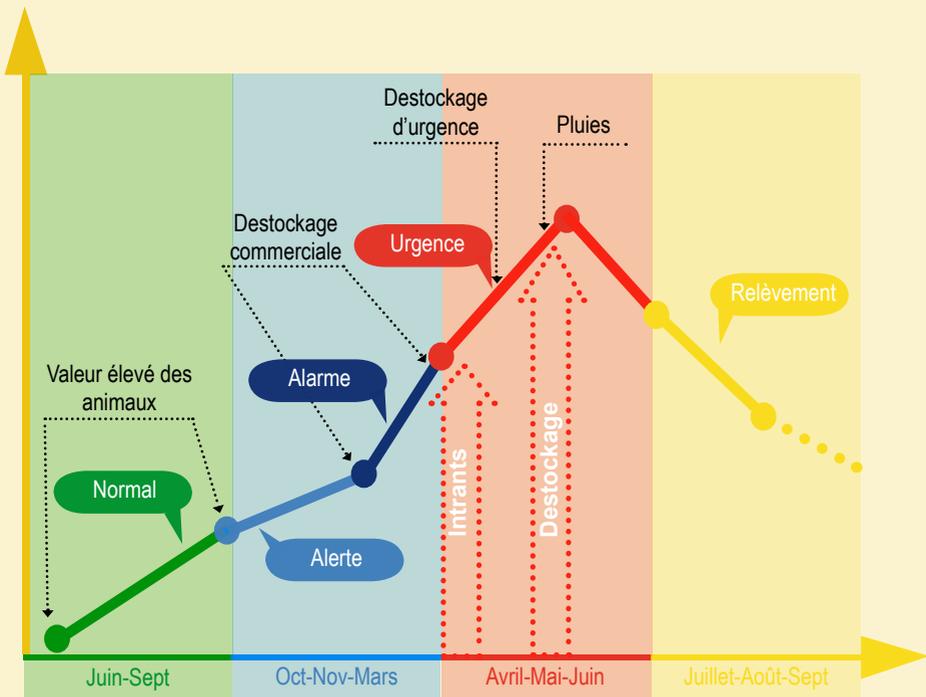
Il faut noter cependant dans la région de Tillabéry a passé par les commerçants locaux pour payer les bénéficiaires et cela n'a posé aucun problème majeur.

2. Démarrage tardif

Au-delà des problèmes de paiement rencontrés, la difficulté majeure a résidé dans le démarrage tardif des opérations. Comme l'indique le graphique ci-dessous, les normes et directives énoncées dans le LEGS préconisent la mise en œuvre d'un déstockage commercial dès les phases d'alerte et d'alarme précoce ; puis, lorsque l'urgence est déclarée, le déstockage par abattage devient nécessaire. Dans le cas de la présente crise, les

organisations ont certes pris des mesures d'atténuation lorsque les termes de l'échange se sont dégradés sur le marché, mais étant donné l'importance du déficit fourrager, ces mesures n'ont pas suffi à enrayer la crise. Par conséquent, le seuil de l'urgence a été franchi et ce n'est que quelques semaines plus tard que les organisations ont commencé à procéder à l'abattage des animaux affaiblis.



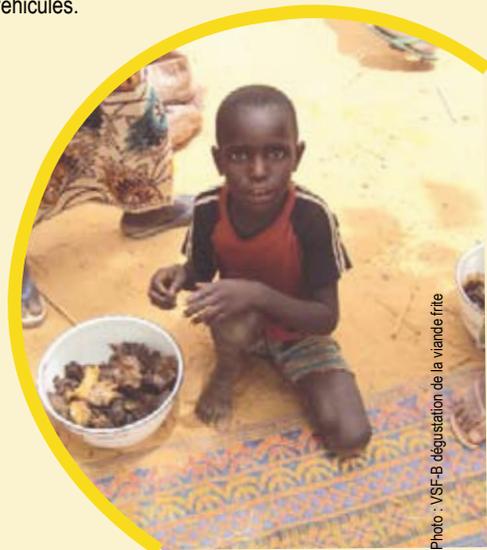


Les éleveurs rencontrés auraient souhaité que les opérations puissent démarrer dès le mois de mai, alors que la pression exercée sur les pâturages était déjà trop élevée pour subvenir aux besoins fourragers de l'ensemble du cheptel. Lorsque les organisations sont intervenues, certains éleveurs avaient déjà perdu 30% de leur troupeau. Par ailleurs, dans les départements de Dakoro et d'Abalak, avec l'installation progressive de la saison des pluies et le retour d'un couvert végétal, au moment où les opérations de VSF et Oxfam démarraient, bien que leurs animaux ne fussent

pas encore sécurisés, certains éleveurs préféraient risquer un déplacement plutôt que de destocker. Alors que quelques semaines plus tôt les éleveurs étaient regroupés autour des réserves stratégiques, leur mouvement et leur dispersion a donc rendu la tâche difficile aux équipes de terrain, chargées de la localisation, de la sensibilisation et de l'identification des éleveurs, d'autant que la dégradation des routes sous l'effet de la pluie a occasionné de nombreux dommages sur les véhicules.

C. Facteurs de succès

La logique partenariale adoptée par les différents acteurs a permis de compenser partiellement les difficultés rencontrées. Les acteurs locaux de l'élevage, de la santé et de l'urgence ont notamment grandement contribué à la réussite des opérations.



1. Approche participative

Toutes les organisations ont adopté une approche participative, à tous les stades de leurs opérations. Tout d'abord, le CICR s'est appuyé sur les chefs de groupement et de village pour sensibiliser les éleveurs au déstockage et sur des agents techniques des abattoirs pour inspecter les animaux.

Dans le cadre de l'opération menée par VSF, un agent du comité sous-régional du Système d'Alerte Précoce et de Gestion des Catastrophes (SAPGC) a accompagné les équipes dans tous leurs déplacements sur les sites de sensibilisation et d'identification. Sur les sites d'abattage et de transformation, des agents inspecteurs des services techniques de l'élevage ont inspecté la viande et contrôlé l'hygiène. Enfin, les services déconcentrés de l'Etat, la Direction départementale de la population de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant (DDP/PF/PE), les instances judiciaires et les autorités villageoises ont participé au ciblage des bénéficiaires des distributions de viande.

Oxfam, par l'intermédiaire de ses partenaires

AREN, Karkara et Timidria a organisé des réunions de concertation avec les éleveurs, notamment pour déterminer les prix d'achat des animaux. De plus, elle a travaillé en étroite collaboration avec les maternités et les services de Protection Maternelle et Infantile (PMI) pour l'organisation des distributions de viande. Oxfam et ses partenaires ont travaillé étroitement avec les services d'élevage, d'hygiène et les sous-comités de la CCA.

Enfin, le CESAO a expérimenté la technique du bil-tong en accord et avec le soutien du Ministère de la santé publique du Niger.

Cette approche participative a été appréciée tant par les éleveurs que par les autorités. C'est pourquoi, les organisations ont unanimement exprimé leur volonté de pérenniser et d'approfondir les relations tissées, en particulier sur la question du déstockage avec le Comité permanent du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage chargé du déstockage et de la recapitalisation des animaux.

2. Coordination entre acteurs

Les différentes organisations ont également veillé à se coordonner avec les autres acteurs de l'urgence et entre acteurs du déstockage. La coordination avec les autres acteurs de l'urgence avait essentiellement pour but de faire bénéficier les distributions de viande aux personnes les plus vulnérables. Ainsi, dans le cadre d'une collaboration étroite avec MSF, des centres de récupération nutritionnelle intensive (CRENI), situés dans le département de Dakoro, ont pu recevoir des lots de viande boucanée. Toutefois, l'ingestion de cette viande a provoqué des diarrhées chez les femmes et les enfants les plus affaiblis. C'est pourquoi, sur le conseil de MSF, Oxfam et VSF ont réorienté leurs distributions vers les ménages des zones fortement sinistrées, en leur conseillant de recuire la viande avant de la consommer.

Parallèlement, la coordination entre acteurs du déstockage visait à optimiser l'impact des différentes interventions. La FAO et les organisations d'urgence se sont réunies dès le début de la crise pour réfléchir à la meilleure stratégie. Puis, sur le terrain, les échanges se sont poursuivis. VSF et Oxfam par

exemple ont planifié ensemble leurs opérations dans le département de Dakoro, de façon à éviter les chevauchements et à toucher un maximum d'éleveurs. De plus, ces deux organisations ont tenu à impliquer leurs partenaires locaux, Karkara, Timidria et AREN, de façon à étendre leurs compétences aux activités de déstockage et à renforcer leur reconnaissance par les communautés d'éleveurs et par les autorités locales. VSF s'est également appuyée sur les équipes du projet d'urgence COSAL et du projet de développement SAREL, mis en œuvre en partenariat avec Karkara, afin de valoriser les connaissances accumulées sur le terrain aux côtés des éleveurs depuis 6 ans.

Si des leçons ont ainsi pu être tirées individuellement par chacune des organisations, certaines erreurs commises ou interrogations soulevées méritaient d'être débattues, afin d'améliorer les pratiques de déstockage des différents acteurs. Parmi les différents thèmes identifiés, trois ont fait l'objet d'une réflexion en groupe de travail et ont permis d'atteindre un consensus.



Photo : Karkera vache affaible



Photo : Karkera dépeçage d'animal abattu



Photo : VSF-B lancement d'opération de déstockage

Leçons apprises collectivement

Le choix des thèmes traités dans le cadre des travaux de groupe visait à faire en sorte qu'en cas de future crise, les opérations démarrent à temps et bénéficient aux plus vulnérables, en tenant compte du fait que le déstockage ne peut résoudre à lui seul une crise pastorale.

A. Timing de l'intervention

Etant donné le retard général accusé au démarrage des opérations, les organisations ont réfléchi ensemble au calendrier d'intervention le plus approprié en cas de crise pastorale. En s'appuyant sur le LEGS et sur leur connaissance du contexte du Niger, les acteurs ont tout d'abord travaillé à la caractérisation des différentes phases d'une crise pastorale, afin de pouvoir mieux adapter leurs réponses. En est ressortie la segmentation suivante :

- ① **La phase d'alerte** commence avec la publication des résultats de la campagne pastorale. Si le bilan fourrager est négatif, l'alerte est donnée. Cette phase, qui correspond au mois d'octobre au Niger, se caractérise en période normale par le tarissement des mares au nord et par le retour des éleveurs sur les pâturages de saison sèche, situés à proximité des villages agricoles. Au cours de cette phase, les animaux sont dans un état de bon embonpoint et la production laitière est à son pic contribuant à l'amélioration de la sécurité alimentaire des éleveurs. C'est également la période où les éleveurs profitent de la libération des champs et de l'offre céréalière pour constituer des réserves destinées à compléter l'alimentation des familles.
- ② **La phase d'urgence** est amorcée lorsque l'on constate les premières pertes sèches d'animaux. Au Niger, elle commence au mois de mars et atteint son point culminant en avril avec les fortes chaleurs. Les animaux très affaiblis rencontrent alors des difficultés pour marcher, les réserves alimentaires des éleveurs sont épuisées, et l'accès à l'eau pour les animaux et les hommes devient aléatoire. Cette phase s'achève avec l'installation des pluies utiles au mois de juillet.
- ③ **La phase d'alarme** au Niger s'étend de novembre à février. Elle se caractérise par une rapide dégradation des parcours de transhumance habituels, une difficulté d'abreuvement des animaux, une forte concentration des troupeaux en transhumance sur les dernières poches de pâturage, la dégradation de l'état des animaux, l'augmentation de l'offre d'animaux sur les marchés et la détérioration des termes de l'échange entre le prix des animaux et le prix des céréales.
- ④ **Le relèvement** se caractérise par la normalisation de la situation et le retour des pâturages. Il coïncide au Niger avec les mois de juillet à septembre. Cette période dite de soudure correspond à la reprise des activités agricoles, pendant laquelle les agriculteurs

exercent des pressions sur les éleveurs pour les contraindre à évacuer leurs animaux hors des zones de culture. Elle présente donc des risques importants de conflits. De plus, tandis que les animaux encore en mauvaises conditions restent exposés aux maladies telluriques à cause de l'hivernage, les prix des céréales demeurent élevés en raison de la persistance d'un niveau élevé de demande.

Afin de suivre l'évolution de la situation, les différentes organisations se sont entendues sur le fait qu'il n'est pas nécessaire d'attendre de grandes évaluations. Il suffit de lire avec attention les rapports mensuels sur les marchés à bétail produits par le MAG/EL et d'observer le comportement des éleveurs. Dès lors, le calendrier d'intervention suivant s'impose de lui-même :

- En amont de la crise : travail pour éviter la crise
- En phase d'alerte : déstockage commercial
- En phases d'alarme et d'urgence : déstockage par abattage
- En aval de la crise : travail pour éviter une nouvelle crise

Comme le fait ressortir ce calendrier, l'une des préoccupations majeures des différents acteurs est que le Niger ne connaisse plus ou le moins souvent possible de crises pastorales. Bien que la question de la prévention de ces crises ait été débattue, elle est loin d'avoir été résolue. C'est pourquoi les organisations s'accordent pour dire qu'une réflexion mériterait d'être menée à ce sujet.



Photo : CICR, aide aux bénéficiaires

B. Ciblage des bénéficiaires

L'hétérogénéité des méthodes de ciblage utilisées a conduit les organisations à se pencher sur cette question afin d'harmoniser leurs pratiques. De ces échanges est ressorti que toute opération doit avant tout répondre à une demande. Seulement alors, un diagnostic doit être réalisé pour confirmer la nécessité de la demande formulée. Cependant, ce diagnostic ne doit pas être figé. Au contraire, dans la mesure où la situation est évolutive, il est indispensable de faire preuve de flexibilité pour s'adapter aux besoins.

Au-delà de ces remarques générales, les acteurs

ont convenu qu'en cas d'urgence il est préférable de ne pas cibler les bénéficiaires du déstockage trop précisément, afin de ne pas créer de tensions entre les communautés. Il est plus pertinent de cibler des zones d'intervention, en particulier les zones à forte concentration d'animaux ou éloignées des marchés. Dans tous les cas, comme le veut l'adage : « Il faut suivre les éleveurs, il ne faut pas que les éleveurs vous suivent. » En effet, si l'information se répand qu'une opération de déstockage a lieu, il se peut que des transhumants affluent vers la zone ciblée, augmentant encore davantage la pression sur les ressources locales.

Il en découle que le délai entre l'étape de sensibilisation et l'étape de déstockage opérationnel ne doit pas être trop long. Néanmoins, si des éleveurs étrangers à la zone ciblée souhaitent également bénéficier du déstockage, l'administration doit veiller à ce qu'ils soient traités équitablement.

Concernant le ciblage des bénéficiaires des distributions de viande, les organisations ont adopté une approche inverse. En effet, afin de s'assurer de toucher les plus vulnérables, elles ont jugé essentiel d'opérer un ciblage précis. Notamment, la prise en compte du genre doit constituer une priorité. C'est pourquoi, les ménages dirigés par des femmes, considérés comme plus pauvres, doivent être les premiers bénéficiaires des distributions. Pour ce faire, il est souhaitable de se faire aider par les maires ainsi que par les chefs de tribus et de villages, qui ont en général une bonne connaissance des ménages les plus vulnérables.

Enfin, le ciblage des animaux doit viser les animaux les plus vulnérables, se trouvant dans un état affaibli ou au stade d'inanition. En fonction de leur état, des moyens de transport adaptés doivent être mobilisés. Cependant, après de longs débats, les organisations ont convenu que les

prix devaient être fonction du stade de l'urgence et non d'une catégorisation des animaux selon leur état. Ainsi le barème des prix doit suivre le calendrier d'intervention :

- Phase d'alerte : prix du marché
- Phase d'alarme : prix fort
- Phase d'urgence : baisse des prix

Cette tarification vise à inciter les éleveurs à déstocker tôt, lorsque l'état des animaux n'est pas encore trop dégradé. De la sorte, en réduisant la pression sur les pâturages, le cheptel restant aura davantage de chances d'être préservé et la viande distribuée aura une meilleure valeur protéique.

Cependant, une telle politique de prix implique une intense sensibilisation, afin que les éleveurs comprennent qu'il est dans leur intérêt de déstocker dès la phase d'alarme, plutôt que d'attendre la phase d'urgence. Elle doit également tenir compte du cours des céréales et des aliments de bétail, afin que l'argent de la vente des animaux permette aux éleveurs d'assurer la sécurisation alimentaire de leur ménage et de leur cheptel.

C. Actions complémentaires au déstockage

Conscientes que le déstockage ne peut résoudre à lui seul une crise pastorale, les organisations ont réfléchi aux actions complémentaires à mener pour venir en aide aux éleveurs et atténuer les effets des crises.

Considérant qu'un bon déstockage consiste à ne pas trop déstocker, des actions ont été envisagées afin de réduire le nombre d'animaux déstockés en période d'urgence. Une première action consisterait à établir des centres de récupération pour jeunes animaux, afin d'éviter que l'avenir des troupeaux ne soit menacé par le déstockage

d'un nombre trop important de jeunes animaux. De plus, dans la mesure où l'état des animaux se dégrade souvent du fait de leur sous-alimentation et du manque d'eau, il serait pertinent d'apporter de l'eau sur les lieux de concentration des animaux et de vendre des aliments de bétail à prix modérés, plutôt que d'affaiblir davantage les animaux par de longues marches à la recherche de pâturages et de points d'eau. De la sorte, la pression sur les ressources naturelles serait moins forte et permettrait au cheptel restant d'être sauvegardé. En outre, grâce à la fourniture d'aliments de bétail aux éleveurs et à l'implication des



femmes dans des activités de cash for work, les familles d'éleveurs ne seraient plus contraintes de partir en transhumance et les enfants pourraient poursuivre leur scolarité à l'école.

Par ailleurs, sachant qu'en situation de post-urgence, les effets de la crise continuent souvent à se faire sentir au-delà de la phase de relèvement, les différents acteurs ont réfléchi à des actions susceptibles de favoriser un retour plus rapide à une situation normale. Tout d'abord, il importe de mesurer l'impact des opérations de déstockage pour savoir si la demande formulée par les bénéficiaires a bien été satisfaite. Cela suppose d'avoir relevé divers indicateurs au démarrage de la crise pour pouvoir comparer leur évolution à l'issue des interventions. Notamment, il est nécessaire de veiller à ce que l'impact des opérations sur l'environnement soit pris en compte et de mettre en place des mesures correctives si nécessaires. Par exemple, si une importante quantité de bois a été utilisée pour le déstockage ou l'incinération des carcasses, une action de reboisement peut s'avérer pertinente. De plus, des fora d'éleveurs pourraient être organisés pour débriefer sur la gestion de la crise. Dès lors, si le besoin en est exprimé, des actions de reconstitution du cheptel doivent être mises en œuvre pour les troupeaux

les plus affectés, en favorisant dans un premier temps la récupération des animaux confiés.

Enfin, dans la mesure où l'une de leurs préoccupations majeures est d'éviter que de telles crises ne se reproduisent ou du moins de faire en sorte que leur effet soit moins néfaste pour les éleveurs, les acteurs ont souligné l'importance de mener des actions préventives. La mise en place de mécanismes d'avertissement serait souhaitable, afin que les éleveurs sachent anticiper les crises et réagissent à temps. Des campagnes de vaccination permettraient de diminuer la vulnérabilité des animaux aux maladies en cas de crise. Comme le suggère le LEGS, ces actions de santé animale devraient alors autant que possible être réalisées par des prestataires locaux de services vétérinaires, afin de ne pas compromettre le processus de développement à plus long terme. Des actions de promotion et de développement de l'épargne communautaire favoriseraient la monétarisation des éleveurs, utile notamment en période de hausse des prix. Enfin, les capacités des éleveurs pourraient être renforcées, dans les domaines de la santé animale et de la gestion de troupeaux, tout en veillant à ce que leurs savoir-faire ancestraux soient préservés.



Photo : CICR, dépeçage des animaux abattus



Photo : VSF/B, séchage de viande frite

Conclusion et perspectives d'approfondissement

L'intensité des débats menés pendant l'atelier technique d'échanges et de capitalisation du 3 novembre 2010 a confirmé l'utilité de la réflexion initiée, mais surtout la nécessité de sa poursuite. En effet, si des acquis ont été capitalisés et si des leçons ont été apprises individuellement et collectivement sur le déstockage, des perspectives d'amélioration restent à approfondir. La question de la prévention des crises constitue notamment un enjeu majeur pour le secteur de l'élevage.

En ce sens, les organisations réunies ont débattu de la prévention dans la gestion des crises par les acteurs de l'urgence. En effet, il importe que le lancement des opérations de déstockage ne soit pas ralenti par les lourdeurs procédurales des bailleurs, mais surtout que le déstockage s'inscrive dans une approche globale de l'urgence. En effet, en période de crise, plutôt que d'importer des produits à haute valeur protéique en vue de les distribuer aux personnes sous-alimentées, les acteurs de l'urgence devraient pouvoir distribuer prioritairement les produits issus du déstockage. Ainsi la souveraineté alimentaire du Niger serait préservée et l'offre d'animaux aurait un nouveau

débouché sur le marché.

Par ailleurs, les organisations ont soulevé la question de savoir si le déstockage au-delà d'un moyen d'aide d'urgence à l'élevage ne devrait pas être considéré comme un moyen de prévention des crises. En effet, en absorbant le surcroît d'offre d'animaux sur le marché en période normale, le déstockage permettrait de développer l'entrepreneuriat rural, mais surtout de constituer des stocks en prévention de futures crises. Dans cette optique, le CESAO souhaite promouvoir la technique du biltong au Niger. Selon ses études, cette technique aurait un fort potentiel commercial et garantirait une rentabilité élevée. En outre, elle pourrait contribuer à dynamiser le marché de la viande transformée, actuellement dominée au Niger par le kilichi, en développant la concurrence. Cependant, dans la mesure où cette dernière perspective nécessite des investissements à long terme et relève de la stratégie nationale du Niger en matière d'élevage, les organisations réunies n'ont pas souhaité poursuivre leurs discussions plus avant, considérant que cette question ne relevait pas de leurs attributions.



Photo : VSF-B têtes d'animaux abattus

Annexe : récapitulatif des données sur le destockage

	Nb de bénéficiaires	Nombre de têtes déstockées				Prix unitaire d'achat			Coût total d'achat (FCFA)	Nb de ménages bénéficiaires	% de carcasses détruites	Quantité distribuée (kg)
		Bovins	Ovins	Caprins	Total	Bovins	Ovins	Caprins				
Oxfam / AREN, Karkara, Timidria	4 442	2 683	9558	12 241	25 000 à 75 000	10 000 à 15 000	10 000 à 15 000	200 985 000	4 442	1% à 17 %	171 000	
VSF/B	926	1 313	0	0	1 313	30 000 à 50 000	-	-	54 270 000	6 636	ND*	25 040
VSF-B/ Karkara	330	500	0	0	500	50 000	-	-	25 000 000	390	80%	ND*
CICR	6 487	0	5 529	13 931	19 460	-	17 500	17 500	340 550 000	ND*	49%	51% des carcasses

